



# Priorités syndicales en matière de développement

Résolution

Conseil général de la CSI, São Paulo, Brésil,  
du 10 au 12 octobre 2015



# Programme de développement international

---

1. Durant la période comprise entre 2013 et 2015, le Réseau syndical de coopération au développement (RSDC) de la CSI a coordonné la participation des syndicats aux processus des Nations unies sur les Objectifs de développement durable (ODD) et le financement du développement aux niveaux national, régional et mondial. Ces processus ont abouti à l'adoption du nouveau cadre des ODD lors de l'Assemblée générale des Nations unies tenue en septembre 2015 et le Programme d'action d'Addis-Abeba en juillet 2015.
2. Le nouveau cadre des ODD comporte un ensemble de 17 objectifs, y compris des priorités essentielles pour les syndicats. En particulier, l'objectif 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, participative et durable, le plein emploi productif et le travail décent pour tous » est repris dans le cadre en tant qu'objectif spécifique. L'objectif 1 comprend la mise en place de « systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale » d'ici à 2030 en matière d'éradication de la pauvreté, et la réduction des inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre constituerait une avancée importante. Nous nous félicitons des objectifs spécifiques en matière d'éducation, de genre et des engagements en matière d'alimentation, d'énergie et d'action face aux changements climatiques. Le Programme d'action d'Addis-Abeba encadre le travail décent et la protection sociale dans les sept domaines transversaux concernant le programme sur le financement du développement<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Document final du Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, 13-16 juillet: [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/69/313&referer=http://www.un.org/en/ga/69/resolutions.shtml&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/69/313&referer=http://www.un.org/en/ga/69/resolutions.shtml&Lang=F) et la réaction syndicale au programme d'action d'Addis-Abeba: [http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/trade\\_unions\\_reaction\\_to\\_ffd3\\_action\\_agenda\\_fr.pdf](http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/trade_unions_reaction_to_ffd3_action_agenda_fr.pdf)



## Recommandations:

1. Le RSCD, qui rassemble des organisations affiliées à la CSI, les FSI, des organisations syndicales solidaires, la CES, la TUAC et l'ACTRAV au sein de son Groupe de travail sur l'après-2015, encouragera l'adoption de normes de haut niveau sur les « indicateurs » qui détermineront plus précisément la mise œuvre des ODD. Afin de mettre en œuvre ce programme universel, le Conseil général de la CSI encourage les membres du RSCD, ainsi que toutes ses organisations affiliées à l'échelle mondiale aussi bien dans les pays du Nord que du Sud à faire pression sur les gouvernements et les organismes de développement pour qu'ils veillent à ce que les engagements pris en ce qui concerne les cadres des ODD et du financement du développement soient financés et mis en œuvre aux échelons mondial, régional et national et reconnaissent le rôle des syndicats. La mise en œuvre des ODD requiert une cohérence des actions syndicales, notamment les politiques et les activités économiques, sociales, environnementales et industrielles, en impliquant l'ensemble du syndicat et doit être intégrée dans tous les départements syndicaux.
2. Des alliances seront établies avec des organisations de la société civile (OSC) partageant les mêmes valeurs et des gouvernements afin de garantir un suivi et une mise en œuvre efficaces du travail décent, du dialogue social et de la négociation collective (par exemple, à travers le Groupe des amis du travail décent pour un développement durable et le « Global New Deal » (Nouveau pacte mondial)), de concert avec l'OIT. Ceci devrait s'inscrire dans le cadre des actions syndicales internationales visant à établir un programme de transformation en vue d'instaurer une justice sociale, économique et environnementale. La CSI adopte les priorités énoncées dans la proposition du Premier ministre de Suède d'un « Pacte mondial pour le travail décent et la croissance inclusive » et s'engage à les promouvoir. Ce cadre vise à assurer la mise en œuvre du Programme pour 2030 moyennant des actions en matière d'emploi, de travail décent, de dialogue social et de protection sociale. Le « Pacte mondial » encadre les « Nouveaux fronts » de la CSI visant à maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement, à formaliser le travail informel et à éliminer l'esclavage. Il facilite le dialogue nécessaire pour garantir que la mondialisation bénéficie à tous, y compris les femmes, les jeunes, les réfugiés et d'autres travailleurs et travailleuses migrants, moyennant un travail fondé sur les droits, des salaires justes et les piliers du travail décent. Le Pacte mondial, renforçant le rôle du dialogue social comme moyen de mise en œuvre des ODD, facilitera le suivi du Programme pour 2030 et d'un accord sur le climat afin de garantir un développement zéro carbone et zéro pauvreté.
3. La promotion du rôle du dialogue social en matière de développement et la lutte contre la privatisation du programme de développement constitueront les piliers syndicaux essentiels dans le cadre des actions de plaidoyer aux échelons national, régional et mondial.

# Solidarité internationale syndicale

---

3. Le RSCD a accordé la priorité à la nécessité de renforcer la cohérence et la coordination parmi les partenaires syndicaux en matière de solidarité internationale. Celles-ci ont été promues à travers la création d'espaces d'échanges sur la politique et la pratique et d'échange d'informations. L'élaboration des Principes et directives syndicaux en matière d'efficacité du développement (adoptés par le Conseil général de la CSI en 2011) a contribué à renforcer les initiatives syndicales en matière de solidarité, permettant une plus grande appropriation des processus de développement et des partenariats plus équitables.

## Recommandations:

1. Les syndicats soutiennent, par ailleurs, la mise en œuvre de ces Principes et le RSCD fournira le soutien nécessaire en termes de coordination et de renforcement des capacités.
2. Les partenariats syndicaux en matière de coopération au développement, essentiels pour consolider la solidarité, renforcer les capacités en matière d'organisation et appuyer les efforts du mouvement syndical en vue de promouvoir des organisations représentatives, démocratiques et efficaces et de garantir les droits, feront l'objet d'un soutien.
3. La CSI oeuvrera pour améliorer les approches partagées et soutenir les objectifs communs, sur la base de nos principes syndicaux en matière d'efficacité du développement à titre de priorité du RSCD.
4. Le RSCD s'attachera à renforcer les capacités institutionnelles et de représentation des organisations syndicales, à améliorer les initiatives communes en matière de solidarité internationale, ainsi qu'à tirer profit du programme de l'Académie d'organisation mondiale de la CSI.
5. Les initiatives syndicales multilatérales en matière de solidarité seront encouragées, tout comme le soutien aux initiatives syndicales de coopération Sud-Sud.

# Réseaux de développement syndicaux régionaux

---

4. Les réseaux régionaux ont mis l'accent sur la voix collective des syndicats des différentes régions, conjointement avec les organismes de développement régionaux correspondants. Le RSCD a encouragé la création de réseaux de développement régionaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie-Pacifique afin de veiller à ce que les voix syndicales soient entendues et reconnues dans les débats sur le développement.

## Recommandations:

1. Le RSCD continuera de renforcer les capacités des réseaux de développement régionaux afin de soutenir leurs actions de plaidoyer aux échelons régional et national, en mettant l'accent sur le rôle des syndicats, l'organisation syndicale et les politiques syndicales concernant les programmes de développement nationaux et internationaux, tout en accordant une attention toute particulière aux ODD.

Parmi les 17 ODD et 169 cibles qui y sont intégrées, les plus importants pour les syndicats sont les suivants<sup>2</sup>:

### Objectif 1:

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

- 1.1 D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour).
- 1.2 D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes.
- 1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.
- 1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage et aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adéquats, y compris la microfinance.
- 1.5 D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental.
- 1.a Garantir une mobilisation importante de ressources provenant de sources multiples, y com-

pris par le renforcement de la coopération pour le développement, afin de doter les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, de moyens adéquats et prévisibles de mettre en œuvre des programmes et politiques visant à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes.

### Objectif 2:

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable, en particulier:

- 2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles.

### Objectif 3:

Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

- 3.3 D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles.
- 3.7 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y

2 Pour consulter la liste complète des 17 objectifs assortis de 169 cibles: <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>

compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

- 3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable.
- 3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol.
- 3.c Accroître considérablement le budget de la santé et le recrutement, le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.
- 3.d Renforcer les moyens dont disposent tous les pays, en particulier les pays en développement, en matière d'alerte rapide, de réduction des risques et de gestion des risques sanitaires nationaux et mondiaux.

**Objectif 4:**  
Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, en particulier:

- 4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.
- 4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat.

**Objectif 5:**  
Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, en particulier:

- 5.4 Faire une place aux soins et travaux domestiques non rémunérés et les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national.
- 5.5 Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

**Objectif 7:**  
Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable, en particulier:

- 7.a D'ici à 2030, renforcer la coopération internationale en vue de faciliter l'accès à la recherche et aux technologies relatives à l'énergie propre, notamment l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique et les nouvelles technologies relatives aux combustibles fossiles propres, et promouvoir l'investissement dans l'infrastructure énergétique et les technologies relatives à l'énergie propre.
- 7.b D'ici à 2030, développer l'infrastructure et améliorer la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés, des petits États insulaires en développement et des pays en développement sans littoral, dans le respect des programmes d'aide qui les concernent.

## Objectif 8:

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous.

- 8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés.
- 8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.
- 8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- 8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.
- 8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.
- 8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.
- 8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

## Objectif 9:

Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation, en particulier:

- 9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.

## Objectif 10:

Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre:

- 10.1 D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable.
- 10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre.
- 10.4 Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité.
- 10.6 Faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales, afin que celles-ci soient plus efficaces, crédibles, transparentes et légitimes.
- 10.7 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.



### Objectif 13:

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, en particulier:

13.2 Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales.

13.b Promouvoir des mécanismes de renforcement des capacités afin que les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement se dotent de moyens efficaces de planification et de gestion pour faire face aux changements climatiques, l'accent étant mis notamment sur les femmes, les jeunes, la population locale et les groupes marginalisés.

---

### Objectif 16:

Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes, en particulier:

16.2 Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.

16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité.

16.6 Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.

16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions.

16.8 Élargir et renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial.

16.b Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable.

---

